

**Le rôle des médias
communautaires dans
les crises scolaires
depuis le début du
XX^e siècle au Canada**

Dans le cadre du

**Colloque international « Éducation,
langues minorisées et plurilinguisme :
*Quels écueils? Quelles politiques
linguistiques? »***

Le 1 et 2 septembre 2022

Université de Mons (Belgique)

Faculté de traduction et d'interprétation

Table ronde

Le rôle des médias communautaires dans les crises scolaires depuis le début du XX^e siècle au Canada

Andréanne Joly,
journaliste et
rechercheur

Les médias communautaires de langue française sont présents depuis de nombreuses décennies dans bien des régions du Canada dominées par l'anglais. Ils ont été témoins – et souvent acteurs – des luttes pour l'accès à l'instruction publique en français en milieu linguistique minoritaire.

À l'extérieur du Québec, le Canada compte aujourd'hui quelque 700 écoles primaires (4 à 12 ans) et secondaires (12 à 17 ans) de langue française. Elles sont regroupées en 28 commissions ou conseils scolaires¹ et financées principalement par les gouvernements provinciaux et territoriaux². À leur nombre s'ajoutent des établissements postsecondaires (soit 8 collèges et 14 universités) qui offrent des cours en français hors du Québec.

Pour en arriver à un tel réseau, les communautés francophones minoritaires ont dû faire renverser des lois assimilationnistes. De la Confédération (1867) jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle, des provinces comme la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard ont légiféré pour imposer l'anglais comme seule langue d'enseignement dans le réseau scolaire public. L'enseignement en français y a été fortement limité et, dans la plupart des cas, carrément interdit.

L'apparition des premiers journaux de langue française à l'extérieur du Québec n'est pas étrangère à ces mesures et aux luttes qui s'en sont suivies. Si le temps a eu raison de certaines de ces publications³, bon nombre paraissent encore aujourd'hui⁴. Dès leur création, ces journaux ont affiché clairement leur volonté d'assurer la promotion et la défense de « la cause française⁵ » et « la protection vigilante des intérêts⁶ » des communautés de langue française.

Au compte-goutte, des gains ont permis aux Canadiens français de faire instruire leurs jeunes enfants dans leur langue maternelle. Les journaux francophones ont joué un grand rôle dans l'émergence d'un réseau scolaire public complet. Dans les années 1960 et 1970, les collectivités francophones de plusieurs provinces ont milité pour obtenir des écoles d'enseignement secondaire de langue française, financées par les deniers publics et affranchies du réseau de langue anglaise. Dans ce contexte culturel et social, une vingtaine de journaux ont vu le jour en Ontario seulement; six d'entre eux existent encore⁷.

1 Les commissions ou conseils scolaires, appellation qui varie selon les régions, assurent la gestion des écoles sur un territoire défini.

2 <https://fnscf.ca/notre-organisme/qui-sommes-nous/> [page consultée le 29 mars 2022]

3 Pensons notamment au journal *Le Madawaska* (1913-2018, Nouveau-Brunswick) à *L'Union* (1917-1929, Alberta).

4 Dans l'Ouest du Canada, il y a encore *La Survivance* (fondé en 1928 et devenu *Le Franco*, Alberta) et *La Liberté* (1913, Manitoba); au centre du pays, il y a *Le Droit* (1913, Ontario); et dans l'Est, il y a *Le Moniteur acadien* (1867, Nouveau-Brunswick).

5 <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LLT/1913/05/20/1/> [page consultée le 29 mars 2022]

6 <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/UNI/1917/11/15/1/> [page consultée le 29 mars 2022]

7 *La Tribune* (1968), *Le Voyageur* (1968), *Le Goût de vivre* (1972), *L'express* (1976), *Le Nord* (1976)



Manifestation monstre à Ottawa le 1^{er} décembre 2018 à la suite de l'annonce du premier ministre de la province d'abolir le projet de création d'une université de langue française à Toronto. Photo : Martin Roy, Archives - *Le Droit*.

En 1982, la nouvelle *Charte canadienne des droits et libertés*⁸ enchâsse, dans la Constitution canadienne, «lorsque le nombre [...] le justifie, le droit de faire instruire [les enfants aux niveaux primaire et secondaire] dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.» La porte judiciaire s'est ainsi ouverte toute grande. En 1990, en 2000 et en 2020, des décisions hautement médiatisées de la Cour suprême, plus haut tribunal canadien, sont venues appuyer les droits des communautés francophones en situation minoritaire, ce qui a contribué à consolider le réseau scolaire public francophone hors Québec.

Aujourd'hui encore, les médias de langue française d'un océan à l'autre du Canada continuent de suivre de près, à la mesure de leurs ressources, les dossiers qui touchent à l'éducation.

Les communautés francophones hors Québec doivent aussi défendre l'éducation universitaire en français. Dans les dernières années, de nombreux établissements, tels l'Université de Moncton⁹ au Nouveau-Brunswick et le Campus Saint-Jean¹⁰ en Alberta, ont connu d'importants ennuis financiers. En Ontario, le projet de l'Université de l'Ontario français a failli être annulé par le gouvernement moins d'un an après avoir été légalement créé¹¹, et la restructuration de l'Université Laurentienne en Ontario a eu des effets dévastateurs sur l'offre de programmes en français¹².

Quatre panélistes provenant de journaux francophones publiés dans des communautés linguistiques minoritaires discuteront de la couverture de ces enjeux scolaires au fil des décennies. De plus, l'organisme Réseau.Presse, porte-parole du réseau des médias écrits de langue française en milieu minoritaire au Canada, présentera un document de référence sur le rôle des médias lors des grandes luttes scolaires.

8 La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit notamment à la population canadienne des droits linguistiques. Son adoption a élargi les droits des minorités.

9 <https://lefranco.ab.ca/francophonie-sauvons-saint-jean-universite-de-laberta-acfa/> [page consultée le 29 mars 2022]

10 <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1736798/deficit-universite-moncton-budget-couperes-hausse-droits-scolaire> [page consultée le 29 mars 2022]

11 <https://l-express.ca/jour-noir-en-ontario-francais/> [page consultée le 29 mars 2022]

12 <https://www.affairesuniversitaires.ca/actualites/actualites-article/retour-sur-les-365-premiers-jours-de-la-restructuration-de-luniversite-laurentienne/> [page consultée le 29 mars 2022]

Nos experts



Crédit photo : Mélanie Tremblay

Julien Cayouette

Directeur de l'information du journal *Le Voyageur* (Ontario)

Julien Cayouette a un baccalauréat en communication publique, profil journalisme, de l'Université Laval de Québec. Recruté par *Le Voyageur* en 2000 — journal francophone en milieu minoritaire basé à Sudbury dans le Nord-Est de l'Ontario. En 2015, après un passage dans le monde du marketing, il revient à ses premiers amours en endossant le rôle de directeur de l'information du journal.

En plus de son travail au *Voyageur*, la ferveur de la communauté francophone de Sudbury lui a permis d'ouvrir sa propre entreprise de graphisme et de donner des cours en art graphique et en journalisme à l'Université de Sudbury.

M. Cayouette a récemment été au cœur de la couverture d'une crise scolaire sans précédent pour l'Ontario : l'insolvabilité de l'Université Laurentienne de Sudbury et son recours à la *Loi sur les arrangements des créanciers des compagnies*. Il a couvert presque tout seul l'impact d'un tel bouleversement sur cet établissement, ses professeurs, ses employés et ses étudiants en plus d'ouvrir les pages de son journal aux doléances de celles et ceux qui sentaient le besoin de participer au débat.

Au fil des années, il a effectué des recherches et rédigé des articles sur d'autres crises scolaires liées au statut de langue minoritaire en Ontario, comme le Règlement XVII (1912), la crise de Sturgeon Falls (1972), la revendication d'une université unilingue française en Ontario (depuis les années 1970) et le retrait du financement de l'Université de l'Ontario français avant son ouverture (2018).



Crédit photo : Karine Wade Image

François Gravel

Éditorialiste et responsable de contenu du journal *Acadie Nouvelle* (Nouveau-Brunswick)

François Gravel est l'éditorialiste et responsable de contenu de l'*Acadie Nouvelle*.

À l'emploi du seul quotidien francophone du Nouveau-Brunswick depuis 1997, François Gravel a été journaliste, pupitreux et chef de pupitre avant d'occuper ses fonctions actuelles.

En tant que responsable de contenu, ses tâches comprennent le montage de la Une et de la section Actualités de l'*Acadie Nouvelle* de même que le respect de l'heure de tombée. Il travaille en étroite collaboration avec l'équipe de journalistes.

François Gravel est un éditorialiste primé. Il a remporté au cours de sa carrière de nombreux prix provinciaux et nationaux. Il est régulièrement appelé à commenter et analyser l'actualité à la radio et à la télévision en Acadie ainsi que sur les ondes nationales canadiennes.

Père de trois jeunes enfants, il accorde dans ses éditoriaux une importance particulière aux dossiers qui touchent le monde de l'éducation au Nouveau-Brunswick.

L'*Acadie Nouvelle* couvre un territoire, l'Acadie du Nouveau-Brunswick, où les écoles sont depuis toujours un dossier sensible où se mélangent éducation, langue, culture et politique.

De la révolte acadienne du 15 janvier 1875 qui a causé la mort de deux hommes (l'affaire Louis Mailloux) jusqu'aux émeutes de mai 1997 pour empêcher la fermeture des écoles de Saint-Simon et de Saint-Sauveur, en passant par la lutte pour des écoles homogènes francophones, les enjeux scolaires font office en Acadie de bataille identitaire pour la survie d'un peuple.

Nos experts



Crédit photo : Benoit Roussel

Érik Tremblay

Directeur général du journal *L'Eau vive*
(Saskatchewan)

Curieux et passionné par le journalisme, Érik Tremblay est un grand consommateur d'information. Cette passion est le ressort de sa carrière et c'est ce qui lui a permis de travailler dans plusieurs salles de nouvelles dans sept provinces canadiennes, des Maritimes à l'Ouest du pays.

D'abord animateur à la radio, puis reporter radio et télé, réalisateur pour le réseau national, ensuite vidéoreporter, concepteur et gestionnaire, il a travaillé dans une quinzaine de pays. Son parcours professionnel a toujours été guidé par les principes de la polyvalence et de l'expérimentation. Son travail de concepteur et de réalisateur-coordonnateur pour Télé-Québec lui a valu plusieurs prix d'excellence.

Diplômé en anthropologie et polyglotte, il a développé récemment une expertise dite « MOJO » (mobile journalism) dont la philosophie est la production vidéo professionnelle à partir d'un iPhone et d'un ordinateur portable. Au fil des années, il a couvert plusieurs dossiers reliés à l'éducation en milieu minoritaire, au Canada et en Amérique latine.

Depuis trois ans, il est directeur du journal *L'Eau vive* à Regina en Saskatchewan. *L'Eau vive* existe depuis 50 ans et a été le témoin de l'évolution du dossier de l'éducation au fil des années.

Dans les quatre provinces de l'Ouest canadien (la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba), les francophones ont connu une époque sombre puisque s'instruire en français n'était pas un droit constitutionnel. En Saskatchewan, la loi scolaire de 1929 interdisait tout simplement l'enseignement en français.

Adoptée en 1982, la Charte canadienne et son article 23 sont venus garantir les droits linguistiques, éducatifs et culturels des minorités francophones. Aujourd'hui, fort de cette protection, l'éducation en français dans l'Ouest du pays fait de remarquables progrès.



Crédit photo : Amélie LaFrance

Mélanie Tremblay

Rédactrice en chef, *Francopresse*
(Pancanadien)

C'est au début des années 2000 que Mélanie Tremblay est tombée dans la marmite franco-canadienne alors qu'elle est allée s'installer à Sudbury, dans le Nord de l'Ontario.

Linguiste de formation et journaliste de profession, elle cumule plus de 25 ans d'expérience dans le secteur des médias, principalement dans la francophonie canadienne. Après près d'une décennie en tant que journaliste et animatrice à la radio de Radio-Canada dans le Nord de l'Ontario, elle s'est simultanément tournée vers la presse communautaire et la télévision franco-canadienne.

En 2012, en tant que professeure à temps partiel à l'Université de Sudbury, elle a fondé le premier laboratoire médiatique du programme d'Études journalistiques. En 2014, elle devenait coordonnatrice du programme.

En 2019, elle s'installe dans la capitale canadienne et devient coordonnatrice de l'Initiative de journalisme local (IJL) de Réseau.Presse. L'année suivante, elle prend les rênes de *Francopresse* à titre de rédactrice en chef. *Francopresse* est le seul média national principalement voué à l'actualité franco-canadienne et est un service de nouvelles pour les journaux membres de Réseau.Presse.

Mélanie Tremblay a vécu personnellement et professionnellement les combats. Elle s'est battue afin que ses enfants aient accès à de l'enseignement de qualité en français à l'élémentaire. À l'Université de Sudbury, elle a lutté pour assurer la survie du programme de journalisme.

Au cours des trois dernières années seulement, elle a couvert la crise à l'Université Laurentienne, les compressions à Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, le combat des parents francophones de la Colombie-Britannique pour l'éducation en français, le contexte difficile de la création de l'Université de l'Ontario français et, finalement, les difficultés de financement des établissements postsecondaires francophones canadiens en contexte minoritaire.

La force du réseau

Réseau.Presse est le point d'ancrage des journaux francophones en situation minoritaire publiés au Canada. Il s'agit de l'unique regroupement pancanadien du genre.

Ses journaux membres desservent plus d'un million de francophones et de francophiles.

Mission

Réseau.Presse agit à titre de porte-parole du réseau des médias écrits de langue française en milieu minoritaire au Canada.

Objectifs

Réseau.Presse poursuit les objectifs suivants :

- Défendre les intérêts collectifs de ses membres et du secteur
- Fournir certains services d'appui à ses membres
- Contribuer à la protection de la liberté de la presse et à la défense du droit du public à une information de qualité
- Participer à la vitalité des populations francophones minoritaires et acadienne du Canada

1, RUE NICHOLAS, SUITE 1208
OTTAWA, ON K1N 7B7
CANADA

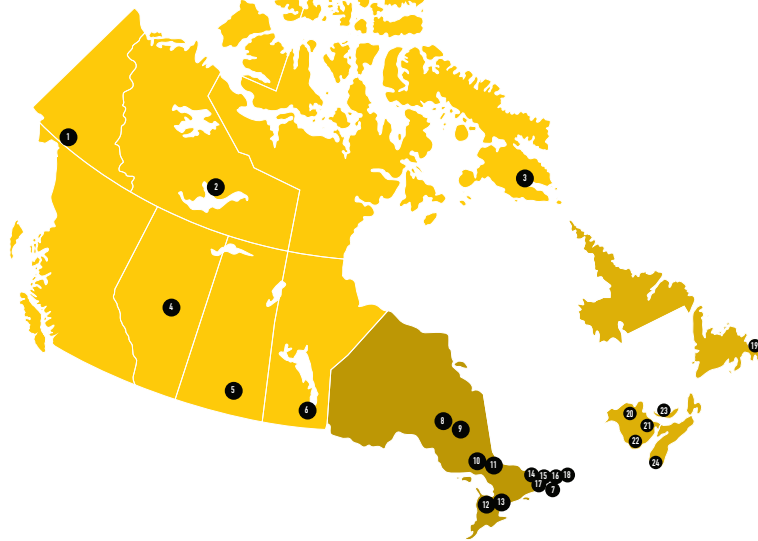
+1 613 241 1017

WWW.RESEAUPRESSE.MEDIA

@reseaupresse

@reseaupresse

@reseau_presse



Nos journaux membres

Depuis 1976, Réseau.Presse constitue l'unique réseau de journaux de langue française desservant la population franco-canadienne en situation minoritaire. Par l'entremise d'un média national et services de nouvelles - *Francopresse* - ainsi que 24 journaux membres, le réseau assure une couverture médiatique qui dessert chaque année plus d'un million de francophones et de francophiles d'un bout à l'autre du Canada.

L'histoire et les traditions uniques du peuple français en Amérique ont donné à la presse un rôle de pilier dans le développement des communautés. Depuis le 19^e siècle, le journal communautaire constitue une pierre angulaire autour de laquelle s'articule le développement des communautés francophones. Malgré les nombreux changements survenus, le journal local demeure, encore et toujours, une vitrine ouverte sur la vie des communautés tout en couvrant l'actualité provinciale et nationale selon le point de vue des francophones. L'attachement profond des lecteurs à leur journal francophone est unique dans le monde des médias canadiens.

Les journaux de l'Ouest et des Territoires

1. l'auroréboréale
2. l'aqalon
3. LE NUNAVOIX
LE JOURNAL DES FRANCOPHONES DU NUNAVUT
4. LEFRANCO
5. L'EAU VIVE
6. LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Les journaux de l'Ontario

7. AGRICOM
8. JOURNAL LE NORD
9. LE VOYAGEUR journal
10. Tribune
11. Le Goût de vivre
Une passion sur la santé, l'écologie, l'artisanat
12. L-express.ca
13. leDroit
NUMERIQUE
14. L'Orléanais
15. Vision
16. Le Reflet
THE NEWS
17. Carillon
18. le Régional

Les journaux de l'Atlantique

19. Le GABOTEUR
20. acadie nouvelle
Le journal francophone de la Nouvelle-Écosse
21. MONITEUR
Acadien
22. Saint-John's News
23. LA VOIX
Le journal francophone de l'Île-du-Prince-Édouard
24. Le Courrier
Le journal francophone de la Nouvelle-Écosse